

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 06/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Laboratoire CLARINS**

5 rue Ampère  
95300 Pontoise

Références : 2023/0728  
Code AIOT : 0006505971

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2023 dans l'établissement Laboratoire CLARINS implanté 5 rue Ampère 95300 Pontoise. L'inspection a été annoncée le 22/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Laboratoire CLARINS
- 5 rue Ampère 95300 Pontoise
- Code AIOT : 0006505971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe CLARINS, créé en 1954, produit des cosmétiques de soins et des parfums haut de gamme. La société Laboratoires Clarins, située sur les communes d'Osny et Pontoise (95) est la seule du groupe qui réalise des produits cosmétiques de la gamme CLARINS et des cosmétiques dérivés des gammes parfums. Ce site accueille également le service Recherche et Développement du groupe.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale Post-Lubrizol « liquides inflammables »

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
6	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
7	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
8	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
9	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	/	Sans objet
10	Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2	/	Sans objet
11	Réservoirs soumis au 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-III	/	Sans objet
14	Autres installations A soumises à l'AM du 24/092020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action nationale "Post-Lubrizol - Liquides Inflammables", qui avait pour finalité la vérification de la situation administrative de certains sites à autorisation au regard des évolutions récentes Post-Lubrizol (champ d'application des différents arrêtés ou évolution de la nomenclature), et de contrôler la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires.

L'inspection a permis d'établir que l'exploitation ne relevait pas du champ d'application des arrêtés

ministériels du 24 septembre 2020 (récipients mobiles) et 03 octobre 2010 (stockages aériens), dont la vérification de la bonne mise en application constituait l'objectif de l'action nationale "Post-Lubrizol - Liquides Inflammables".

L'inspection s'est donc poursuivie sur un échange informel sur les différentes échéances à venir découlant de l'application de l'arrêté du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734; notamment ses articles 11.3.II.A (contenants fusibles), 14.1 (plan défense incendie et conventions), 14.II.B (test sprinkler).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 3 : Etat des matières stockées - Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente son état des stocks, réalisé quotidiennement, et daté du jour. Il indique que celui-ci est également envoyé quotidiennement au poste de garde, responsable de l'accès des services d'incendie et de secours au site.  Celui-ci fait bien état de toutes les matières stockées.  Par sondage lors du tour de site, l'inspection vérifie l'absence de mention de liquide inflammable sur les bidons stockés au niveau des bâtiments D (stocks sauces), E (stock consommables). L'inspection vérifie également que les quantités de déchets stockées (bâtiment F) correspondent bien à l'état des stocks.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 4430 Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 10 t – A 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t – DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation ne prévoit pas que l'établissement relève de la rubrique 4330. L'état des stocks ne fait par ailleurs pas état de liquides inflammables de catégorie 1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 4331 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral n° IC-18-083 du 27 août 2018 autorise une quantité de 129,4 tonnes de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.  L'état des stocks fait état d'un stock de 51 tonnes sur site, dont 24 tonnes dans les cuves enterrées d'alcool éthylique, et 27 tonnes au sein de la cellule de liquides inflammables.  Lors de la visite du bunker "liquides inflammables", l'inspection vérifie que l'ordre de grandeur présenté dans l'état des stocks est cohérent avec les volumes présents dans le local.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés